

Communiqué de presse

11 mai 2026

Les cantons, les villes et les communes préfèrent gérer la croissance plutôt que de la plafonner

La croissance offre des opportunités mais engendre aussi des défis. Les cantons, les villes et les communes le démontrent : des solutions diversifiées et proches des réalités quotidiennes permettent de gérer l'immigration et la croissance de façon à améliorer la qualité de vie. En revanche, un plafonnement rigide de la population réduirait la marge de manœuvre des pouvoirs publics et créerait plus de problèmes qu'il n'en résoudrait. Lors d'une conférence de presse commune, la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC), l'Union des villes suisses (UVS) et l'Association des Communes Suisses (ACS) ont expliqué pourquoi elles rejettent l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions ! » en votation le 14 juin.

La force du système fédéral suisse consiste à résoudre les problèmes à l'échelon approprié et à agir au plus près possible des citoyennes et citoyens. Les enjeux concrets varient d'une région à l'autre. Les cantons, les villes et les communes disposent d'instruments qui ont fait leur preuve pour gérer la croissance. « La prospérité et la qualité de vie ne sont pas le fruit de l'immobilisme, mais d'une économie dynamique et performante. Plafonner la croissance et l'immigration ne résout aucun problème », estime le conseiller d'État argovien et président de la CdC, Markus Dieth. Bien au contraire : « Nous manquerons d'argent et de personnel pour répondre aux attentes quotidiennes de la population en matière de fiabilité des services de base : un système de santé opérationnel, des correspondances ponctuelles dans les transports, de bonnes écoles ainsi que des espaces naturels et de vie attrayants et préservés. »

L'objectif premier reste de garantir à toutes et tous une excellente qualité de vie, et ceci grâce à des mesures ciblées. En d'autres termes : améliorer la mobilité et lutter contre les engorgements, prévoir assez de logements sans miter le territoire, développer une bonne infrastructure, etc. « Les villes suisses ont prouvé qu'elles pouvaient accompagner activement la croissance démographique et ainsi contribuer à une excellente qualité de vie, à un essor économique ainsi qu'à une vie culturelle et sociale riche et variée », explique le maire d'Aarau et président de l'UVS Hanspeter Hilfiker.

S'ils veulent agir efficacement, cantons, villes et communes doivent continuer de disposer de la marge de manœuvre nécessaire. Une main d'œuvre qualifiée en suffisance leur est indispensable pour garantir les prestations essentielles fournies à la population (par exemple : santé, services d'approvisionnement tels que celui en eau, gestion des déchets) et des conditions-cadre attractives pour l'économie. Du fait de l'évolution démographique, le marché suisse du travail ne peut couvrir cette demande en personnel.

L'initiative crée plus de problème qu'elle n'en résout

Le plafond rigide que l'initiative en votation le 14 juin veut imposer à la croissance démographique, n'induit pas une amélioration de la situation. L'acceptation de ce texte aggraverait considérablement la pénurie de main-

d'œuvre qualifiée, entravant ainsi cantons, villes et communes dans leur volonté de rester attractifs et d'assurer un service public de qualité.

Un « oui » à l'initiative conduirait en outre à la dénonciation de différents accords passés avec l'Union européenne, une dénonciation synonyme de hausse des coûts et d'instabilité pour les cantons, les villes et les communes. Exclue de l'espace Schengen/Dublin, la Suisse devra régler seule les questions de sécurité publique et de politique d'asile. « L'initiative entend empêcher la venue de criminels parmi les requérants d'asile, mais elle aura l'effet inverse : davantage de personnes déposeront une demande. Nous sommes tributaires de la coopération avec les pays de destination et d'origine des requérants pour garantir une exécution rigoureuse des renvois », souligne le conseiller aux États glaronais et président de l'ACS Mathias Zopfi. Ne plus avoir accès aux systèmes européens de recherche et d'information compromettrait la sécurité en Suisse. La capacité des autorités policières et judiciaires de lutter contre la criminalité transfrontalière serait nettement restreinte.

Contact / questions :

- Markus Dieth, président de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC)
(079 410 08 78, markus.dieth@ag.ch)
- Hanspeter Hilfiker, président de l'Union des villes suisses (UVS)
(079 700 26 36, hanspeter.hilfiker@aarau.ch)
- Mathias Zopfi, président de l'Association des Communes Suisses (ACS)
(079 249 19 22, mathias.zopfi@parl.ch)